



Chers amis,

Plus de 7 mois. 217 jours qu'Israël mène une guerre génocidaire contre la Bande de Gaza. 34 904 morts, 78 514 blessés au 10 mai selon OCHA. Des milliers sous les décombres. Et un territoire lunaire toujours sous les bombes.

C'est avec honneur que nous nous faisons les porte-paroles de Poitiers Palestine, Sylvette ayant été invitée à participer à une table ronde sur la répression des mouvements de solidarité avec la Palestine et qu'il nous a semblé important de ne pas rester isolés sur cette question alors que l'offensive gouvernementale ne cesse de s'amplifier, pas seulement sur la question de soutien à la Palestine, mais contre tous les mouvements sociaux.

Aujourd'hui 11 mai, nous dédions cette manifestation à Shireen Abou Akle, assassiné par l'armée israélienne le 11 mai 2022 alors qu'elle couvrait l'invasion militaire du camp de Jenin. Et à tous les journalistes palestiniens assassinés par cette armée et à qui l'UNESCO vient de décerner le Prix mondial de la liberté de la presse.

Dans la panoplie des atrocités déployées par Israël et tous ses soutiens contre la population palestinienne, le mauvais jeu de la trêve et du cessez-le-feu mérite une mention spéciale. Imagine-t-on la pression psychologique que représente cette attente d'une catastrophe annoncée sans savoir quand elle va survenir ? Transformer les humains en oiseaux affolés courant qui de ci qui de là tout en sachant qu'il n'y a aucun endroit à l'abri des bombes est aussi une technique de guerre, pas moins cruelle.

D'abord annoncée sous forme de trêve pour le Ramadan, puis de cessez-le-feu régulièrement depuis, il y a toujours une bonne raison d'en repousser la survenue aux calendes grecques puisque de toutes façons, Netanyahu a décidé qu'il irait jusqu'au bout, c'est-à-dire qu'il raserait Gaza. Pas pour libérer les otages. Non, ça il n'en a rien à faire comme le lui rappellent les otages tués, certains par l'armée israélienne elle-même, et les manifestants dans les rues de Tel-Aviv qui réclament sa démission. Pas pour éradiquer le Hamas, ça il aimerait bien mais il sait, comme ses généraux savent, que c'est impossible. Mais pour sauver sa peau. La guerre est devenue pour lui un objectif personnel. Si elle s'arrête, il sait que son avenir aura pour seul horizon la prison du fait des chefs d'inculpation pour corruption, abus de confiance et fraude dont il fait l'objet. Sa hargne est décuplée également parce qu'une menace de placement sous mandat d'arrêt par la Cour pénale internationale pèse sur lui et se principaux acolytes et il multiplie les pressions pour l'éviter.

Bien que le Hamas ait donné son accord au cessez-le-feu proposé par l'Égypte et le Qatar, ou peut-être justement à cause de cela, depuis lundi l'armée israélienne bombarde Rafah, comme elle a bombardé le nord de la Bande de Gaza, comme elle a bombardé la ville de Gaza, de Khan Yunes, les camps de réfugiés. Et une fois de plus, elle exhorte les habitants à rejoindre des zones qu'elle ose appelées humanitaires et qu'elle décrit comme quasiment paradisiaques avec nourriture, hôpitaux, abris. Selon l'ONU, 30 000 personnes fuient Rafah chaque jour sans savoir où se réfugier, portant leurs maigres biens comme ils peuvent. Tous les humanitaires, tous ceux qui peuvent envoyer des nouvelles le disent et le répètent : il n'y a aucun endroit sûr dans tout le territoire gazaoui et les zones qui le sont déclarées sont elles aussi soumises aux bombardements.

Dimanche 5 mai, le gouvernement israélien a interdit la diffusion de la chaîne Al-Jazeera, l'accusant d'être le « porte-voix du Hamas » et réduisant au silence l'un des rares médias à offrir un travail de terrain à Gaza. Massacre à huis-clos.

Lundi 6 mai, Israël a fermé le point de passage de Kerem Shalom, un des deux principaux points de passage de l'aide humanitaire après l'attaque du Hamas contre des soldats israéliens.

Mardi 7 mai, l'armée israélienne a pris le contrôle du point de passage de Rafah, l'autre point de passage et en interdit l'accès y compris au personnel et aux missions de l'ONU. Une opération vue par l'Égypte comme une menace sur le traité de paix de 1979 entre Israël et l'Égypte.

Mercredi 8 mai, l'armée israélienne entrouvre le point de passage de Rafah pour l'aide humanitaire dont elle contrôlera l'entrée.

Mercredi toujours, Biden, inquiet pour sa réélection, annonce une suspension des livraisons d'armes offensives en cas d'intervention massive à Rafah. Comme si celle-ci n'avait pas déjà commencé ! Quelle hypocrisie !

Jeudi 9 mai, pour la deuxième fois en une semaine, aux cris de « brûlez les Nations Unies », des Israéliens ont incendié les locaux du quartier général de l'UNRWA à Jérusalem alors même que du personnel de l'ONU était à l'intérieur, sous l'œil impassible de la police israélienne, contraignant à la fermeture des bureaux de l'organisation. Encore une fois, tout le monde est au courant. L'ONU, les pays européens, les Etats-Unis. Mais tout le monde laisse faire. Exhortations, rappels, mises en garde, craintes du pire, tout le champ lexical des prétendues préoccupations humanitaires vides de sens est convoqué pour justifier leur inaction. Jusqu'à quand vont-ils laisser faire ?

La guerre d'Israël contre Gaza aura définitivement scellé la mort du droit international et du droit humanitaire. Elle entérine le partage entre le Nord et le Sud global. Que reste-t-il du mantra de la solution à deux Etats alors que la Bande de Gaza est dévastée et qu'en Cisjordanie se multiplie les annexions de territoires pour y construire des colonies ? L'Etat de Palestine est aujourd'hui dans les valises des Palestiniens expulsés.

Relisons encore ce qu'a dit le pasteur Munster dans son homélie de Noël à Bethleem : « *à nos amis européens, je ne veux plus jamais vous entendre nous donner des leçons sur les droits humains ou sur le droit international. Nous ne sommes pas blancs. Je suppose que selon votre logique le droit ne s'applique pas à nous. Dans l'ombre de l'empire, vous avez transformé le colonisateur en victime et le colonisé en agresseur.* »

Et devant cette abomination, la répression contre le soutien à la Palestine à coup de campagnes, de mensonges, de diffamation, d'intimidation se multiplie. Même le médecin palestino-britannique, Ghassan Abu-Sitta, qui a travaillé à l'hôpital Al-Shifa à Gaza, est empêché par la police française de participer à un colloque au Sénat et est refoulé du territoire français. Il faut dire que le soutien à Israël se réduit à travers le monde et que les génocidaires sont sur la défensive ce qui les rend d'autant plus agressifs. D'autant que le mouvement de protestation des étudiants s'étend au monde entier et ne faiblit pas malgré la répression dont il fait l'objet.

Une relative bonne nouvelle malgré tout dans cet océan de mauvaises. Hier, l'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé l'octroi du statut de membre à part entière de la Palestine de l'ONU. 143 voix pour (dont celle de la France), 9 contre et 25 abstentions. Bien que symbolique, cette décision est un nouveau coup porté à l'image d'Israël dont l'ambassadeur, de rage, a déchiré la Charte de l'ONU et appelé les Etats-Unis à cesser d'apporter leur financement à l'organisation.

Nous redisons une fois de plus qu'il est urgent de retrouver notre humanité. Nous ne pouvons pas nous taire ni détourner les yeux. Il n'y a pas d'un côté les bons et de l'autre les méchants. Il y a d'un côté des colons, voleurs de terre, et de l'autre des colonisés expropriés qui réclament justice. Les Palestiniens, ce « *peuple qui ne veut pas mourir* » pour reprendre la formule d'Alain Gresh, ne peuvent compter que sur les peuples mobilisés. Ne les décevons pas.

Ne nous laissons pas intimider par les accusations d'antisémitisme ou d'apologie du terrorisme, relais du narratif israélien. C'est parce qu'il se désigne lui-même « Etat-nation du peuple juif » qu'Israël met en danger les juifs où qu'ils se trouvent. Pour nous que ce soit clair, nous nous opposons aux sionistes quels qu'ils soient, parce qu'ils occupent la Palestine ou soutiennent son occupation et veulent en chasser les Palestiniens. Nous refusons la hiérarchie des peuples et revendiquons la liberté et l'égalité pour tous les peuples du Jourdain à la Méditerranée, la sécurité et la tranquillité pour les juifs et les musulmans de France et d'ailleurs.

Arrêtez de criminaliser le soutien à la Palestine ! Arrêtez le massacre sur Rafah !

Stoppez les livraisons d'armes à Israël ! Sanctionnez Israël, seul moyen de lui imposer un cessez-le-feu !

Rompez tout accord économique, culturel, scientifique, sportif, diplomatique avec Israël !

A notre niveau, refusons d'acheter les produits israéliens. Soutenons la campagne contre la participation d'Israël aux Jeux olympiques.

Nous vous invitons à un rassemblement mercredi 15 mai à 18h sur cette même place à l'occasion du 76^{ème} anniversaire de la Nakba, l'expulsion des Palestiniens au lendemain de la création de l'Etat d'Israël en 1948 pour redire une fois encore qu'il faut empêcher une seconde Nakba. Apportez des clés, symboles du droit au retour inscrit dans la résolution 194 du 11 décembre 1948 et jamais mise en application.

Et bien sûr, manifestation samedi prochain à 15h ici même.

Vive la résistance palestinienne ! Cessez-le-feu tout de suite !